

Quelles identités espagnoles aujourd'hui ?

Débat "Quelles identités espagnoles aujourd'hui ?" animé par Benoît Pellistrandi (Lycée Condorcet, Casa de Velazquez) le mardi 27 mars au premier étage du Café de Flore (Paris, Métro Saint-Germain) à 19h30.

En introduction, Olivier Milhaud nous rappelle que bien que proche de nous, l'Espagne demeure un Etat dont on a beaucoup de mal à percevoir le fonctionnement territorial. On en reste souvent à l'image d'un système fédéral où coexistent des provinces. Toutefois, la réalité politique semble bien plus complexe. Ce café géographique a pour but de porter la lumière sur cette complexité et nous permettre de comprendre ces mécanismes. Pour ce faire, il s'agira de partir d'un éclairage historique pour voir comment, au quotidien, peuvent entrer en visibilité ces identités espagnoles.

I) L'unité espagnole : mythe ou réalité ?

Benoit Pellistrandi : Le sujet « quelles identités espagnoles aujourd'hui ? » est au pluriel mais on aurait pu mettre également au pluriel l'Espagne car l'unité espagnole est à la fois une réalité mais également une chimère. Une réalité puisque depuis l'union des deux couronnes de Castille et d'Aragon (1479), le bloc péninsulaire s'est trouvé conduit sous une même autorité royale et dynastique (selon des modalités institutionnelles variables) et que, progressivement, une unification des structures administratives s'est opérée, notamment grâce ou à cause des Bourbons (Nueva Planta en 1707) et ensuite tout au long du XIX^e siècle. Toutefois, on n'utilise pas le terme « roi d'Espagne » avant 1780. Une chimère puisque dès 1624, le comte-duc d'Olivares (ministre favori du roi) exhortait le roi Philippe IV à devenir "roi d'Espagne" et proposait, à travers l'*Unión de Armas*, la mise en place d'un instrument fédérateur où chaque territoire de l'Espagne participerait à l'effort "national", de demander à chacune des couronnes de participer à l'effort militaire et fiscal. Ce projet a échoué. La révolte des Catalans et des Portugais en 1640 (le Portugal ayant été uni à la couronne d'Espagne entre 1580 et 1640 par un jeu d'héritage) marque les réticences qui existent et qui viendront à bout de cette volonté centralisatrice. Cela a conduit à la manifestation de la singularité catalane, singularité qui s'est ré-exprimée au moment de la Guerre de Succession d'Espagne entre 1700 et 1714. Au XVIII^e siècle, les Bourbons ont mené également une politique de centralisation qui a supposé l'annulation des spécificités catalanes (Décret de Nueva Planta, 1707). C'est une centralisation qui n'est pas achevée quand, au début du XIX^e Napoléon arrive, modifie le jeu et va, à travers la constitution de Bayonne dont il dote les Espagnols, avoir un projet centralisateur à la française. Après le soulèvement espagnol contre Napoléon, appelé « Guerre d'indépendance » dès les années 1808-1813, et le rétablissement de Ferdinand VII l'un des problèmes posés à la monarchie est toujours l'établissement d'un Etat libéral, qui soit au moins centralisateur, sinon simplificateur, ayant pour but l'instauration d'un marché unique. L'inefficacité relative de cet Etat libéral, les compromis politiques nécessaires à la consolidation du libéralisme – on pense précisément à la paix de Vergara entre carlistes et libéraux (1839) qui maintient les privilèges fiscaux des provinces basques, concession renouvelée en 1876 (après un nouveau soulèvement carliste) – puis l'émergence de dynamiques territoriales contrastées à la faveur de l'industrialisation du pays ont donné naissance à de puissants mouvements culturels d'abord, politiques ensuite qui éclosent dans la dernière décennie du XIX^e siècle. Les nationalismes régionaux sont nés. Pendant la guerre civile espagnole entre 1936 et 1939, la province de Vitoria passera rapidement du côté franquiste et en 1939, Franco reconnaît à nouveau pour cette province les

privilèges fiscaux qu'il refuse ailleurs. Parler d'Espagne peut donc être historiquement considéré comme une commodité géographique.

Le tournant du XIXème siècle ?

Au XIXème siècle, on assiste à une tentative de constitution d'une unité d'Etat-nation espagnol. Les libéraux espagnols imitent les libéraux français, le modèle étant Guizot. Cela passe par la constitution d'Académies, la publication de documents inédits de l'histoire d'Espagne. Toutefois ce mouvement, qui aboutit progressivement à l'écriture d'une histoire de l'Espagne, est concurrencé en Catalogne par une renaissance, et le mouvement s'appelle la *Renaixença*, conduit par des érudits comme Manuel Milà i Fontanals vers 1859. Il crée les jeux floraux à Barcelone. L'un de ses disciples est Marcelino Menéndez y Pelayo qui est un peu la source du national-catholicisme. Il est un érudit qui a tenté de rechercher dans l'ensemble des provinces d'Espagne une sorte de génie hispanique. Cette renaissance littéraire catalane va ensuite nourrir la renaissance d'inspiration politique et d'aspiration à l'autonomie. Cela est dû à plusieurs facteurs. Tout d'abord, ainsi que le mettait en avant Pierre Villard dans sa thèse sur la Catalogne, le grand développement économique. L'industrialisation est d'abord catalane, basque, et mène à une différenciation territoriale forte. Au XIXème, les Catalans peuvent avoir l'impression que Madrid devient un peu un poids. Toutefois, il ne faut pas exagérer cette dérive : les catalans ont été partisans du protectionnisme qu'impose Madrid à la fin du XIXème siècle à l'image de ce que font les autres pays d'Europe (Loi Méline de 1892 en France).

Les crises du début du XXème siècle

De 1900 à 1923, se mettent en place les éléments de la crise espagnole, après la perte de l'empire colonial en 1898 qui marque la fin de quatre siècles de domination et s'inscrit dans un processus que l'on a pu identifier comme la décadence des nations latines à la fin du XIXème siècle. Cela conduit les Espagnols à s'interroger sur leur identité. C'est ainsi que naît le thème du « régénérationisme » : l'un démocratique et castillan, et l'autre catalan. Cette recomposition de l'identité espagnole va se faire, en Castille, autour de l'Institución Libre de Enseñanza fondée en 1876 par Francesco Giner de los Rios et qui eut un rôle essentiel dans la formation des élites libérales. Ces hommes, qui sont des géographes, vont faire de la Castille la colonne vertébrale du pays. Ils exhument une identité castillane attentive à l'égalité et à la dignité de chacun, chose que l'on retrouve chez Antonio Machado dans ses poèmes. Mais parallèlement, il y a en Catalogne le même mouvement de régénération qui s'exprime par la constitution de groupes politiques comme la *Lliga Regionalista*, fondée en 1901 par Enric Prat de la Riba et Francesc Cambó puis *Solidaritat Catalana* qui obtient même en 1907 41 des 44 sièges de députés représentant les Catalans au parlement. Cela se heurte au projet de l'Etat central qui a pour but d'uniformiser et de créer les conditions d'un marché unique avec une fiscalité unique. Entre 1917 et 1923 on assiste à une triple crise militaire, syndicale et politique. Les Catalans ont alors l'impression d'être tirés par le bas, du fait d'une Espagne incapable de se gouverner. En 1923, c'est le coup d'Etat du général Primo de Rivera qui reste au pouvoir jusqu'en 1930. Il met en avant un programme d'uniformisation culturelle et symbolique, de nationalisation des masses.

La fondation républicaine

Le 14 avril 1931 advient la république après un court retour de la monarchie à la suite des élections municipales qui ont donné la majorité à la République. Un des chantiers de celle-ci est celui de l'organisation territoriale du pays. Le quatrième chantier de la République est celui de l'organisation territoriale de l'Espagne. En 1931, les nationalismes catalan, basque et galicien pèsent lourd sur l'échiquier politique. La question territoriale n'est donc pas simplement une question de réforme décidée depuis la capitale mais suppose une négociation permanente entre Madrid, comme lieu du pouvoir central et donc incarnation d'une réalité nationale espagnole, et Barcelone, autre espace politique qui se pense plus en autonomie qu'en relation de dépendance. On se souvient que le leader Macià avait proclamé la République de Catalogne dans l'Espagne fédérale... Le 2 août 1931, le statut dit de Nuriá du nom de la ville où il fut rédigé, est approuvé par référendum avec 98% de oui et une participation de 75%. Il prévoit l'instauration d'une *Generalitat* (Généralité) de Catalogne dans un État espagnol fédéral. Pour les Catalans, la région est maltraitée par l'État, car 19 % des revenus de l'État proviennent de Catalogne et l'État n'en reverse que 6% alors que la population catalane représente 11%. A cela s'ajoute le substrat culturel catalan développé au cours des siècles. La solution trouvée est celle de la reconnaissance d'un État central, mais avec des autonomies. Le texte du Statut catalan est largement approuvé le 9 septembre 1932 par 314 voix contre 24 et il est promulgué par le président Alcalá-Zamora le 15 du même mois et qui crée la *Generalitat*. La Catalogne devient une région autonome dans lequel le catalan est langue officielle (tout comme le castillan). Elle a la haute main sur les questions de droit civil et d'administration locale. En revanche, elle ne dispose pas de ressources propres et ne reçoit pas de compétences en matière d'éducation qui demeure une prérogative de l'État central. Pour les autres matières, la Généralité a les compétences pour la mise en œuvre des législations votées à Madrid. Mais surtout, elle est dotée d'un organe de gouvernement avec un parlement, un président et un conseil exécutif. Les premières élections ont lieu le 20 novembre 1932 et confirment la prédominance de Esquerra Republicana de Catalunya avec 56 sièges sur 85. Lluís Companys est élu président du parlement et Francesc Macià devient président de la Généralité.

Les cas basque et galicien

Si le cas catalan semble réglé en 1932, reste ceux du Pays Basque et de la Galice. A chaque fois, on retrouve une langue comme substrat, mais dans ces deux cas, la question apparaît plus complexe puisqu'il s'agit d'institutions médiévales. D'un côté les municipalités, qui sont plutôt à droite, ensuite, les députations provinciales, les provinces plutôt à gauche. Dans le cas basque, on relève la concurrence existante entre un projet nationaliste de droite et un projet nationaliste de gauche. Le statut n'est voté qu'en 1936 alors que la guerre civile vient d'éclater. Quant à la Galice elle n'aura qu'un statut de pré-autonomie qui lui vaudra plus tard d'être considérée comme une nationalité historique. C'est donc la République qui invente le modèle des autonomies. Ensuite, l'Espagne assiste à la victoire de Franco qui gouverne de 1939 à 1975 et qui mène une politique de répression des cultures régionales. Après 1975 commence la transition démocratique, jusqu'en 1978 où est adopté par referendum une nouvelle constitution. C'est le chapitre huit – "De l'organisation territoriale de l'État" – qui va reconnaître la réalité des autonomies et des nationalités.

Les processus contemporains

De 1980 à 1995, il y a une première étape du développement des autonomies, extrêmement technique. C'est le transfert de compétences de l'Etat central vers les autonomies. Le processus s'achève en 1996. Désormais, la santé par exemple est une compétence des nationalités ou des régions. Il existe certes une caisse unique de sécurité sociale, mais chaque région peut organiser son système de santé comme elle l'entend. C'est la même chose pour l'éducation.

En 1993, le parti socialiste perd la majorité absolue et doit se tourner vers les nationalistes catalans, la contrepartie étant que 15% des ressources fiscales soient gérées par les communautés autonomes. En 1996, le Parti Populaire n'a plus, lui non plus la majorité absolue, et se tourne également vers les nationalistes catalans, ce qui fait passer la part à 30% des recettes de l'impôt sur le revenu. Aujourd'hui, c'est 55%. En 1998, on assiste à une deuxième vague de révision des statuts de l'autonomie. Le statut catalan a été adopté en 2003, validé par referendum en 2007 par la communauté autonome. Toutefois, le tribunal constitutionnel a été saisi par le Parti Populaire, qui a déclaré en partie inconstitutionnel ce statut. Cela a eu pour effet de mettre entre 500 000 et 1 million de personnes dans les rues en 2010.

La révision du statut basque n'a pas pu avoir lieu parce qu'il n'a été voté ni par le parlement autonome, ni par le parlement. Entre 2009 et 2012, le gouvernement socialiste n'a pas la majorité absolue et est soutenu par les députés nationalistes basques du parlement, tandis qu'à Vitoria le Parti socialiste est soutenu par le Parti Populaire et le parti nationaliste est dans l'opposition. Cela a conduit le gouvernement Zapatero pour faire passer son budget de 2011 à accepter des dispositions que le parti nationaliste voulait voir appliquer au Pays Basque et que le gouvernement d'un de ses partisans ne voulait pas voir. Cela est donc d'une extrême complexité qui fait la pare belle au jeu des partis. Les 17 communautés autonomes ont constitué 17 électors et 17 clientèles politiques. A cela s'ajoute les dynamiques économiques qui font que l'Espagne de 2012 ne ressemble en rien à l'Espagne du début du XXème siècle : la communauté de Madrid représente aujourd'hui, par exemple, 20% du PIB national. Par ailleurs, s'il faut penser l'Espagne en termes de pluralité, il existe toutefois ce fond commun qui s'appelle Espagne, qu'il existe des mobilités à l'intérieur de l'Espagne.

Débat

Question : Comment ces phénomènes se traduisent-ils du point de vue de la sociologie politique de ces régions ? Par ailleurs, des écrans géants étaient installés en Catalogne lors de la finale de la coupe du monde de football en 2010 pour soutenir les deux équipes.

Réponses : Il y a en Catalogne un comportement électoral différent selon que l'élection est régionale ou nationale. Depuis un peu plus de 20 ans, la participation aux élections régionales est d'environ 60% et le parti indépendantiste devance, en moyenne, le Parti Socialiste. Aux élections nationales, c'est l'inverse. Avec une participation de plus de 70%, le Parti Socialiste devance les indépendantistes. On peut ainsi supposer que celui qui met sur sa voiture un âne et un taureau n'est pas un catalan de naissance. En votant pour le PSOE, les catalans entretiennent l'aspiration indépendantiste, le Parti Socialiste étant vu comme le potentiel défenseur de la communauté autonome.

Au Pays Basque, le nationalisme est davantage ethnique. Dans les années 1980, une Encyclopédie du Pays Basque est publiée par le gouvernement du Pays Basque et à l'article anthropologie, on trouve des mesures anthropométriques avec la taille du crâne ... D'aucuns sont persuadés qu'il existe une race basque.

Concernant le football, cela a été un des mécanismes de dépolitisation sous le franquisme, au même titre que la corrida ou la télévision. La culture de masse qui émerge sous le franquisme permet de créer une identité nationale autour de tout cela. Par ailleurs, si le Barça est devenue une marque globale, il existe également l'Espanyol de Barcelone (RCD Espanyol) dans lequel se reconnaissent les non-catalans. Il y a donc eu ce besoin en Catalogne, qu'on ne retrouve pas à Madrid, la différence entre l'Atletico Madrid et le Real Madrid faisant davantage référence à un clivage social, le Real pour la haute société, l'Atletico pour les classes populaires.

Questions : Comment les Catalans sont-ils perçus par le reste de l'Espagne ?

Réponse : **Benoit Pellistrandi** : Il y a sûrement autant de réponses qu'il y a d'espagnols. Les oppositions sont très artificielles. Quelques anecdotes qui valent ce qu'elles valent : Quelques amis castillans se rendent en Catalogne, commandent à boire dans un bar, le garçon fait mine de ne pas comprendre. Ils font toutefois mine de partir sans payer et à ce moment, le garçon se met à leur parler en Castillan. L'image de la Catalogne n'est pas dégradée dans le reste de l'Espagne, mais les Espagnols, quand ils se rendent en Catalogne, ont le sentiment d'une affirmation identitaire exacerbée, excessive. Désormais l'affichage en Castillan est interdit en Catalogne. Mais dans l'ensemble, l'image catalane n'est pas dégradée.

Par ailleurs, les plus grands défenseurs de l'unité territoriale semblent être les syndicats et les représentants du monde du travail qui se méfient d'une forme de décentralisation. Comme dit précédemment, il existe une seule caisse d'assurance maladie en Espagne bien que des déclinaisons régionales soient effectives. Tant que ces représentants du monde du travail maintiennent leur opposition à davantage d'autonomie politique, les choses ne semblent pas devoir évoluer vers une potentielle fragmentation accrue.